

# LE COMMUNISTE

**BULLETIN MENSUEL DE LA FRACTION COMMUNISTE DE GAUCHE**

Adresser la correspondance à  
PAUL LE PAPE, 18, rue Clavel, PARIS (XIX<sup>e</sup>)

Abonnement (un an) France : 10 fr. ; Étranger : 12 frs  
Compte chèque postal : Michel Collinet, Paris 1.696-82

## SOMMAIRE

Les prochaines luttes politiques en France, par Rimbert . . . . .	2
Le problème du pouvoir, par Levine	3
Communisme et réformisme sous Hitler, par Bertram . . . . .	4

L'Autriche, foyer de conflits impéria- listes en Europe . . . . .	7
Chronique de l'U.R.S.S., par F.-x : Autour de la récolte . . . . .	7
L'épuration du P. C. . . . .	8
Au Congrès de Reims, par C. A. ....	8

## La vraie figure de Daladier

La grève générale à Strasbourg, le mouvement magnifique des bateliers, la guerre du Maroc ! Trois événements très instructifs.

A Strasbourg, les ouvriers du bâtiment se mettent en grève pour défendre leurs conditions de vie ; ce mouvement est si légitime qu'il a la sympathie de toute la population laborieuse. Par solidarité, la grève générale est décidée, et comme un seul homme, les travailleurs de Strasbourg se dressent contre la rapacité nationale.

Immédiatement, le gouvernement Daladier, — le plus à gauche que nous n'ayions jamais eu —, celui qui s'appuie sur les socialistes, a expédié — à l'instar de tous ses prédécesseurs — les gardes-mobiles pour mettre de l'« ordre », c'est-à-dire pour matraquer les ouvriers en grève et soutenir messieurs les patrons.

Les manifestations sont dispersées, les flics frappent avec brutalité : hommes, femmes, enfants, vieillards les militants sont arrêtés et emprisonnés.

Subissant avec violence les conséquences de la crise, dont ils ne sont pas responsables ; en butte aux difficultés que leur cause les ponts et chaussées ; devant supporter des impôts très lourds et surtout écrasés, dévorés par les grandes Compagnies, les bateliers (propriétaires de leurs péniches ou simples salariés) se sont dressés pour obtenir quelques améliorations.

La grève fut unanime. Pour empêcher quelques jaunes possibles de briser leur mouvement, ils ont établi des

barrages sur plusieurs points stratégiques. Là, comme à Strasbourg, les grévistes avaient la sympathie de la population.

Mais, le gouvernement, une fois de plus, est intervenu. Les gardes-mobiles prirent les barrages d'assaut. Cela ne suffisait pas ; on mobilisa les marins de l'Etat. Ainsi, les fils d'ouvriers et de paysans, mobilisés pour la France, sont utilisés pour briser une grève.

Au Maroc, le sang coule. Par dizaines, par centaines, par milliers peut-être, les Marocains tombent sous les balles meurtrières.

Au nom de la civilisation, de la fraternité et de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, le gouvernement français fait massacrer des indigènes qui ont commis le crime d'être chez eux.

Jaurès a toujours dénoncé avec courage les rapines coloniales de la bourgeoisie française.

Daladier, qui aime à citer Jaurès, n'est que le valet de cette bourgeoisie chargé d'exécuter ses ordres. Les socialistes qui se réclament de Jaurès ont voté le budget qui permet à Daladier de faire la guerre au Maroc.

Disperser les manifestations de Strasbourg à coups de matraque ; briser la grève des bateliers avec les marins de l'Etat ; faire la guerre au Maroc !

Est-ce cela, Messieurs Daladier, Marquet, Deat et Cie, que vous appelez « du neuf » ?

# Les prochaines luttes politiques en France

Dans son discours de dimanche 27 août, M. Lamoureux, ministre du Budget, a annoncé un déficit d'environ 6 milliards de francs pour le budget de 1934. Et, naturellement, il a conclu en disant que le gouvernement demandera un « petit effort au pays » (?).

Chacun sait que le problème de l'équilibre budgétaire sera l'objet de luttes parlementaires très violentes cet hiver, luttes qui pourront nous réserver certaines surprises. Aussi est-il nécessaire que nous déterminions notre opinion et les tâches du prolétariat.

## EQUILIBRE DU BUDGET ET LA SITUATION ECONOMIQUE

Le budget d'une nation n'existe que parce qu'il y a une vie économique. L'établissement de ce budget est étroitement lié, il est fonction de cette vie économique. Le budget du Portugal, par exemple, n'a pas l'importance de celui des Etats-Unis ou de l'Angleterre, du fait que la vie économique du Portugal n'a pas la même importance que dans ces deux pays.

La grandeur numérique d'un budget n'est pas déterminée par la superficie et la population d'un pays, mais par sa puissance économique et par son revenu. Tant en superficie qu'en population la Chine est supérieure aux Etats-Unis, cependant son budget en est inférieur : du fait que sa puissance économique et son revenu n'atteignent pas l'importance de ceux des Etats-Unis.

Si nous n'oublions pas cette vérité élémentaire, nous devons savoir que l'équilibre budgétaire ne peut pas être solutionné en lui-même. Le redressement des finances publiques est fonction du redressement de la vie économique.

C'est pourquoi, lorsque cet hiver le gouvernement Daladier va se trouver devant le problème délicat de couvrir le déficit, le débat sera très violent au Parlement et aussi hors du Parlement.

Cette lutte, autour des problèmes financiers, revêtira un caractère tout particulier qu'il nous faut analyser et comprendre si nous ne voulons pas tomber dans l'opportunisme ou le sectarisme infantile.

La grande bourgeoisie envisage le problème brutalement : l'équilibre budgétaire est impossible sans un redressement de l'industrie ; aussi exige-t-elle du gouvernement des mesures déflationnistes énergiques. Mais elle rencontre dans le gouvernement Daladier et dans le Parlement, qui s'appuient sur la petite bourgeoisie, une certaine hésitation — une résistance même. En définitive, Daladier ne pourra pas solutionner le débat financier autrement que dans le sens que l'exige la bourgeoisie, mais il le fera avec tergiversation.

Ces exigences de la bourgeoisie, ces hésitations du gouvernement et du Parlement : c'est le caractère particulier de ce débat financier. De cette particularité, la social-démocratie en tire la conclusion qu'il faut soutenir Daladier contre la réaction, et les staliniens affirment que ces différends entre les radicaux et la droite ne sont que de la mise en scène qui n'intéresse pas les travailleurs et mettent tout le monde dans le même sac. Trahison d'un côté, anarchisme de l'autre.

## DEFLATION OU INFLATION ?

La bataille pour l'équilibre budgétaire se déroulera autour du problème suivant : déflation ou inflation ?

Nous l'avons dit, la bourgeoisie se prononce énergiquement pour la déflation. Dans sa presse elle mène une campagne forcenée et ses organisations appellent à la lutte contre les faiblesses du gouvernement. Et quoique Daladier s'engage dans cette voie, il n'est pas exclu que l'inflation se produise malgré lui.

Une multitude de journalistes — financiers d'occasion —

écrivent chaque jour que la France ne s'engagera pas dans l'inflation comme les Etats-Unis et l'Angleterre. Ces messieurs oublient que l'inflation n'est pas toujours une manœuvre spéculative voulue par un gouvernement.

Les Etats-Unis s'en servent comme moyen de spéculation pour lutter contre les autres puissances. Mais ils le peuvent parce que la bourgeoisie se sent assez forte et qu'elle n'a pas en face d'elle une classe ouvrière organisée. Malgré que Roosevelt use volontairement de l'inflation, il joue la carte dangereuse, car ce n'est pas — même du point de vue bourgeois — le meilleur moyen de « sortir de la crise », et d'autre part elle finira par avoir des conséquences néfastes.

Ce n'est pas du tout la même chose pour l'Angleterre qui s'est engagée dans l'inflation, en 1931, poussée par une situation économique délicate. Chez elle, ce n'est pas un signe de force, mais de faiblesse, et les conséquences auraient pu être très graves si elle n'avait pris immédiatement des mesures pour arrêter l'inflation.

En France, depuis plusieurs années, la situation économique est délicate et le déficit va en s'accroissant. L'équilibre de la balance des comptes n'est maintenu que grâce à une situation financière encore solide. Mais cette situation financière est menacée par les énormes prêts à fonds perdus faits à l'étranger et notamment à l'Europe centrale ; une telle situation ne peut durer. Le dilemme qui se pose pour la France actuellement est le suivant : **opérer un redressement économique et financier en attaquant les conditions de vie des ouvriers, des paysans et des fonctionnaires ; ou bien c'est l'inflation.**

Daladier, comme tous les gouvernements qui s'appuient sur la petite bourgeoisie, veut bien opérer un redressement économique et financier, mais sans trop attaquer les paysans et les fonctionnaires. Or, cette politique « d'harmonie démocratique » s'écroulera sous la poussée des événements et le gouvernement actuel, ou tout autre gouvernement qui fera la même politique, n'aura pas de fin plus brillante que tous les précédents.

## L'ATTITUDE DES SOCIALISTES

La majorité parlementaire de Daladier est constituée par l'appoint des voix socialistes. Le parti socialiste est l'extrême gauche de la démocratie bourgeoise, il s'appuie, non seulement sur les couches petites bourgeoises urbaines et rurales, mais aussi, notamment dans le Nord et la région parisienne, sur une partie du prolétariat. En tant que partie intégrante de la démocratie bourgeoise, il ne peut pas faire autrement que de soutenir le gouvernement radical. Or, la politique gouvernementale crée un mécontentement dans le prolétariat et aussi chez les fonctionnaires et la petite bourgeoisie ; ce mécontentement s'exprime dans le parti socialiste par de violentes luttes.

Nos lecteurs savent comment la scission s'est installée en fait dans le parti socialiste puisque la droite a voté le budget 1933, malgré le congrès d'Avignon, et qu'elle a affirmé qu'elle votera le budget 1934, malgré le congrès de Paris. Quelle sera l'attitude de la C. A. P. ? Hésitante, conciliatrice, avec un fort penchant pour la droite.

C'est ici que la gauche a un grand rôle à jouer. Si elle est conséquente avec ses affirmations de fidélité au marxisme, elle ne peut avoir qu'une seule politique : **A bas la droite ! Renaudel, Marquet, Déat et Cie hors du parti ! A bas la politique conciliante de la C. A. P., qui, sous prétexte d'unité du parti, prépare, en réalité, la capitulation devant la droite et devant Daladier.**

C'est seulement en s'engageant avec énergie dans cette voie que le groupe de l'**Action Socialiste** pourra rassembler autour de lui tous les éléments prolétariens du parti et marcher en avant : c'est-à-dire rompre avec le parti socialiste — parti de démocratie bourgeoise — pour s'engager sous le drapeau du marxisme-léninisme que porte hautement notre fraction.

## LES TACHES DU PROLETARIAT

Le parti communiste, sous la direction centriste, n'a pas de politique, il ne possède aucune perspective. Il remplace l'analyse marxiste par la phraséologie petite bourgeoise. Le centrisme lutte contre le gouvernement Daladier sans savoir pourquoi, ni comment, tout simplement parce qu'il doit lutter contre tout gouvernement bourgeois. Cette absence de politique du marxisme, aggravée par une orientation antimarxiste, conduira le parti à la paralysie, à l'impuissance ou bien à l'aventurisme sans lendemain.

C'est donc aux communistes oppositionnels et notamment à notre fraction qu'incombe la mission de guider le prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir.

A la suite des événements d'Allemagne, aidées par la faillite politique du centrisme, la social-démocratie et toute la presse libérale s'efforcent de fusionner la classe ouvrière avec

la démocratie bourgeoise et transformer la lutte de classe en lutte de la démocratie contre le fascisme. Si le prolétariat s'engage dans une telle voie, il est irrémédiablement perdu comme en Allemagne. Seule la classe ouvrière peut écraser le fascisme par la prise du pouvoir, mais elle ne peut le prendre qu'à la condition d'agir en classe indépendante, ayant sa politique et son but propres.

Les ouvriers français n'ont pas à choisir entre la déflation et l'inflation, ils n'ont pas à se soucier de l'équilibre budgétaire ; ils n'ont qu'une chose à faire : c'est de se préparer à lutter pour défendre leurs intérêts contre toute attaque gouvernementale ou patronale et aussi pour organiser l'insurrection victorieuse.

Comment préparer cette lutte ? Comment organiser l'insurrection ? C'est ce que nous verrons dans notre prochain numéro.

RIMBERT.

# LE PROBLÈME DU POUVOIR

Dans l'avant-garde du mouvement ouvrier, la question du pouvoir est posée comme une réponse à la formule bizantine de Léon Blum.

Notre camarade Barré, dans son précédent article « Où allons-nous », pose vigoureusement le problème du pouvoir et, il n'est pas le seul, puisque la thèse de la Ligue Communiste (Vérité N° 166) étudie cette importante question et cela dans un sens identique à celui du camarade Barré. Est-ce une coïncidence que notre camarade pose les étapes du problème du pouvoir comme ceux qui ont rédigé la thèse nationale de la Ligue ? Non, ce n'est pas une coïncidence, mais cette rencontre des points de vues fait partie d'un courant qui se manifeste de plus en plus fort dans l'avant-garde communiste ! Ce courant est une déformation systématique du marxisme révolutionnaire. Voici comment la question est posée par ces camarades : 1<sup>re</sup> étape, gouvernement socialiste ; 2<sup>e</sup> étape, gouvernement ouvrier ; 3<sup>e</sup> étape, dictature du prolétariat.

Léon Blum et Paul Faure s'adressant à la société bourgeoise demande pour eux, socialistes, tout le pouvoir. Les démagogues Kérénskystes ont toujours la possibilité de poser cette question et de s'adresser à la bourgeoisie en lui disant : nous seuls socialistes pouvons sauver la démocratie bourgeoise contre le fascisme. Mais pour nous il s'agit d'examiner les conditions objectives et les forces subjectives du prolétariat pour étudier les possibilités d'un tel mot d'ordre : 1° La radicalisation des masses est seulement commencée depuis le début de cette année ; 2° la petite bourgeoisie représentée par le parti radical est forte, et sa démocratie pas encore menacée ; 3° la force du parti socialiste n'est pas correspondante au but proposé, car il est évident que devant une telle situation il ne peut être question pour les socialistes que d'un gouvernement de coalition avec les radicaux (répétition d'un gouvernement labouriste). Pour aujourd'hui le mot d'ordre de tout le pouvoir aux socialistes ne correspond pas encore à la situation, peut-être que demain elle sera changée, mais quant à nous le problème du gouvernement socialiste c'est une *question de tactique*, car notre ligne stratégique reste toujours la *dictature du prolétariat*.

Cependant sur un tel schéma il faut une réponse, quant à la différenciation des courants politiques qui composent le parti socialiste. La Ligue fait une erreur en confondant les tendances centre et gauche complètement d'accord contre Marquet. Il faut dire qu'il y a maintenant dans le parti socialiste une gauche à tendance prolétarienne, celle de Marceau Pivert car Paul Faure et ses amis de gauche sont venus sur les positions centristes de Blum. Cette gauche défend des idées qui ne correspondent plus à celles de Paul Faure, ce sont celles de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Si les staliniens n'en tiennent pas compte, c'est à nous de bien mesurer les différends du parti socialiste. En faisant de la question du gouvernement socialiste un mot d'ordre actuel, nous faisons le jeu de Blum et autres en résoudant le parti socialiste autour du pouvoir dans les cadres de la bourgeoisie. Une telle tactique de notre part renforcerait

le courant centriste de la social-démocratie et générerait considérablement la différenciation idéologique qui se produit dans le parti. Puisque la situation nous laisse encore un peu de temps, il faut laisser mûrir la gauche socialiste, et si nous savons l'aider par notre critique, cette tendance s'orientera vers une opposition révolutionnaire au sein de la social-démocratie. Dans une étape ultérieure et peut-être assez rapprochée, la gauche se rencontrera avec Perrigaud sans Mallarte et Poupy inféodés au stalinisme et ce sera la marche vers la scission.

Dans le problème du pouvoir il y a en dehors de la question du gouvernement socialiste, un point brûlant du marxisme révolutionnaire, c'est la question des 3 étapes. La formule des 3 étapes est une formule des plus dangereuse car elle renferme outre les illusions démocratiques, le danger opportuniste de la défaite prolétarienne.

Que dit notre camarade Barré quant il parle du gouvernement socialiste et de l'étape prochaine : « Si les événements se précipitaient, nous passerions rapidement de cette étape à l'étape suivante, c'est-à-dire au gouvernement ouvrier s'appuyant sur ses formations de classe. De là, à la dictature du prolétariat « Cette formulation et cette pensée idéologique est contraire au marxisme, car ces étapes supposent une « transformation » des pouvoirs. » Non camarade Barré « le pouvoir d'une classe ne se transforme pas en pouvoir d'une autre classe, mais on l'arrache l'arme à la main » (Trotsky Révolution permanente, page 293). Ce danger qui se fait jour dans l'avant-garde communiste est grave, car l'opinion de Barre n'est pas isolée puisque la Ligue dans sa thèse reprend cette formule dans une forme plus diluée, plus habile sous la plume de Naville, mais aussi dangereuse et foncièrement opportuniste. Dans la thèse on dit au point 6, concernant l'étape qui va du gouvernement socialiste au gouvernement ouvrier : « Sans accorder aucune confiance à ce gouvernement, nous l'invitons à mettre en pratique les mesures qu'il propose, nous combattons pour un élargissement plus grand encore des libertés ouvrières pour une application réelle de mesures en faveur des ouvriers, pour une rupture des éléments de gauche avec la bourgeoisie, pour l'avance énergique dans la voie du gouvernement ouvrier. » Mais qu'est-ce le gouvernement ouvrier ? La thèse l'indique de la manière suivante au point 5. « Bien entendu le gouvernement ouvrier ne peut s'entendre que comme un organisme de lutte sans rémission contre la bourgeoisie. Pour cela, il doit s'appuyer sur la classe ouvrière groupée dans ces propres organisations, c'est-à-dire impliquer une forme particulière de la qualité de pouvoir. Dans ce cas la dictature prolétarienne n'est pas encore pleinement réalisée, mais le gouvernement ouvrier permet de la réaliser pleinement. » « Cela est un chef-d'œuvre d'opportunisme qui prend racine directement dans les formules algébriques de Zinoviev, c'est une mauvaise caricature de l'échec du gouvernement ouvrier de Saxe en 1923. Le point crucial de cette thèse est la formule du gouvernement ouvrier qui n'est ni socialiste, ni la dictature du prolétariat.

Que peut donc être ce gouvernement intermédiaire entre la dictature démocratique de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat ?

Ne se serait-il pas glissé dans l'esprit des rédacteurs de la thèse, la formule de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans ? Il n'y a pas d'autre réponse car l'idée des trois étapes dans la révolution est bien celle qui présidait au sein du parti bolchevik avant avril 1917 avec Staline et Kamenev. Cette formule du « vieux bolchevisme » se retrouve en puissance dans la fausse ligne stratégique de la révolution allemande de 1923, au IV<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. avec toute sa tragique conséquence opportuniste de la révolution chinoise. Maintenant cette idée pénètre les rangs de l'opposition de gauche qui, pourtant tout au moins en parole, est sur les positions de la révolution permanente. Trotsky dans une lettre à l'opposition espagnole le 13 février 1931, disait : « Or, convertir les ruraux à la république ouvrière, c'est-à-dire en fait à la dictature du prolétariat ». Pour Trotsky, il n'y a et il ne peut y avoir aucune différence entre république ouvrière et dictature du prolétariat. Lénine combattit constamment la vieille formule bolchevique de 1905 : « La dictature démocratique est, par son essence même, une dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat; ce n'est que la dictature du prolétariat qui peut prendre la place de la dictature démocratique (révolution permanente, page 292). Pour les auteurs de la thèse de la Ligue communiste, il y a entre la dictature bourgeoise et la dictature du prolétariat une étape intermédiaire, celle du gouvernement ouvrier. Les opportunistes de la Ligue voient à la base de cette étape intermédiaire la dualité du pouvoir. Cette forme particulière de la dualité du pouvoir ne prend pas naissance dans la période illusoire du gouvernement ouvrier, mais dans la première étape révolutionnaire du gouvernement socialiste ou se forme dans les usines des conseils ou soviets. Cette dualité de pouvoir dans la dictature démocratique de la bourgeoisie avec des Léon Blum et autres Kerenskystes au gouvernement, aboutit à l'insurrection prolétarienne et à la dictature du prolétariat. Quand, dans le point 4, les auteurs de la thèse indiquent qu'il faut une forme concrète pour l'exigence de la propagande contre les diffé-

rentes formes de dictatures bourgeoises, et que cette forme n'est pas la dictature du prolétariat, ils pensent au gouvernement ouvrier. Cette explication renferme en puissance une opposition de la formule du gouvernement ouvrier, aux dictatures de la bourgeoisie et à celle du prolétariat. Trotsky répondait justement aux déformateurs staliniens : « Les épigones sont désespérants, même maintenant, ils essaient d'opposer la dictature démocratique aussi bien à la dictature de la bourgeoisie qu'à la dictature du prolétariat. Mais cela signifie que la dictature démocratique devrait avoir un contenu intermédiaire, c'est-à-dire petit bourgeois. Le fait que le prolétariat y participe n'y change rien car il n'existe pas de moyenne arithmétique des différentes lignes de classe. Si ce n'est ni la dictature de la bourgeoisie ni celle du prolétariat, cela signifie que la petite bourgeoisie doit y jouer le rôle *déterminant et décisif*. » (Révolution permanente, page 176).

Dans la thèse massive de la Ligue, la question de l'insurrection prolétarienne est complètement noyée sous les formules démocratiques de la prise du pouvoir, quant à la dictature du prolétariat, elle est réduite à sa plus simple expression ; pourtant des gauches socialistes n'hésitent pas à employer cette formule !

Cette thèse de la Ligue ouvre en grand le battant de la porte à l'opportunisme révisionniste des idées fondamentales de l'opposition de gauche. Le gros danger qui menace l'avant-garde communiste est, dans ce glissement des positions de la Révolution permanente, à celles de Zinoviev et du confusionisme. Ce courant pourra entraîner les auteurs de la thèse plus loin qu'ils ne voudraient aller ; vers un gauchisme verbal avec un contenu politique opportuniste se rapprochant de la social-démocratie de gauche classique.

Il est impossible de redresser le mouvement communiste international avec le capital idéologique anti-marxiste du stalinisme dans sa formule du gouvernement ouvrier et paysan. Seules les bases du marxisme révolutionnaire défendues par Trotsky dans la Révolution permanente et les thèses d'avril de 1917 de Lénine peuvent sauver du désastre le mouvement communiste international.

Daniel LEVINE.

## EN ALLEMAGNE

# Communisme et réformisme sous la dictature d'Hitler

Cet article est personnel à son auteur et doit servir à la discussion sur l'Allemagne.

Le processus de décomposition s'est déclenché plus tard dans la social-démocratie que dans le P. C. A. Mais le résultat final est fondamentalement différent dans l'un et dans l'autre.

Le coup d'Etat fasciste du 28 février était dirigé avant tout contre le P.C.A. Les millions de votants communistes n'étaient ni politiquement ni organisatoirement en position de livrer une bataille décisive. Il en était de même des organisations militaires du parti. Pourtant la direction du parti, déjà le 18 juillet 1930, depuis le passage de Brüning à la dictature parlementaire, avait déclaré que la dictature était instituée. Cet aveuglement politique ne poussa pas seulement le parti à la catastrophe, mais il retomba cruellement sur les dirigeants eux-mêmes. Le fascisme les tira de leur lit pour les jeter dans les camps de concentration et dans les caves de torture, car, dans leur aveuglement politique, les dirigeants du parti, la bureaucratie stalinienne, ne fut pas moins surprise que le parti qu'elle menait. Cela paraît incroyable si l'on pense que déjà un mois avant le coup d'Etat fasciste, s'était formé le gouvernement Hitler-Hugenberg dont tout marxiste devait savoir qu'il conduisait inévitablement soit au coup d'Etat fasciste, soit à la Révolution prolétarienne.

Un exemple de la méconnaissance de la proximité de la bataille décisive nous est fourni par un marxiste aussi remar-

quable que Trotsky. Ainsi, il écrivait immédiatement après la formation du gouvernement Hitler-Hugenberg : « A cette nouvelle étape de l'évolution de la crise sociale en Allemagne correspond la nouvelle combinaison gouvernementale dans laquelle les postes militaires et économiques restent aux mains des seigneurs, tandis que les postes décoratifs et secondaires sont laissés aux plébiens... Toutefois, l'écrasement et l'extermination de l'avant-garde prolétarienne, les fascistes ne doivent pas l'accomplir autrement que dans les limites tracées par les représentants agrariens et industriels. » (Vérité, n° 142, 16-11-1933. Souligné par nous W. B.).

Trotsky croyait sérieusement que les rapports de force du 30 janvier entre le bonapartisme et le fascisme pouvaient être durables, il croyait même que les bonapartistes avaient encore un poids si décisif qu'ils pouvaient même instituer une dictature militaire sans fascistes (« ...on ne saurait exclure complètement l'éventualité de voir les hautes couches sociales en cas de rupture avec les nazis, essayer à nouveau de reculer dans la voie présidentielle-bonapartiste ».) Il ne voyait pas que le rapport de forces du 30 janvier devait se modifier d'heure en heure en faveur des fascistes qui désormais mettaient au service de la conquête du pouvoir une partie décisive du pouvoir d'Etat en plus de leurs positions puissantes et de leurs organisations en marge du gouvernement. A l'époque où Trotsky se forgeait encore de nouvelles illusions, nous écrivions ce qui suit : « ...Au sein de la contre-révolution, dont les forces globales ne se sont aucunement fortifiées ces derniers mois, le

pois du fascisme est devenu beaucoup plus grand que le bloc féodal national-allemand ne l'aurait cru possible il y a six mois. Le 13 août encore et à la mi-novembre, Hindenburg pouvait refuser à Hitler ce qu'il est à présent obligé de lui accorder. Cela montre que le fascisme a fortifié ses positions d'une façon décisive... Aujourd'hui, le fascisme est à la tête de la force policière d'Allemagne et de Prusse ; il se sert des moyens de pouvoir d'Etat ainsi que de ses propres forces armées pour l'engagement avec le prolétariat. » (*Der Kommunist*, Berlin, février 1933, n° 3).

Les illusions étaient incomparablement plus grandes encore dans les rangs du Parti qui ne croyait pas du tout à un choc total des forces de classes, mais à une fascisation graduelle de l'Etat.

Les organisations militaires du parti étaient les plus décomposées en face du combat. Les tendances à la terreur individuelle s'étaient développées depuis des années dans ces organisations qui furent alimentées par le parti et les syndicats rouges en 1930-31. Plus le parti était incapable d'organiser des actions de masse du fait de son isolement par rapport aux usines, plus cette tendance à la terreur individuelle croissait dans les sections d'autodéfense qui ne comprenaient que des cadres très réduits. Le point maximum fut atteint le 22 janvier avec la marche des fascistes devant la maison de Karl Liebknecht. Malgré des efforts désespérés, le Parti ne réussit pas à mener dans la rue une seule usine le soir du 21 janvier. Le Comité Central envoya en vain Törgler au chancelier von Schleicher pour exiger de lui l'interdiction de la démonstration. Schleicher y consentit, mais il n'en avait plus le pouvoir, il était déjà un homme mort.

Les organisations militaires du parti virent que le parti ne pouvait préparer aucune action. Elles savaient d'autre part que le prolétariat berlinois était dans une grande excitation. Elles exigèrent violemment du C. C. qu'il les envoyât à l'action armée. Le C. C. refusa et devait refuser, car une action armée isolée du parti était fatalement une aventure. Mais en même temps, jusqu'au 12 février, il repoussait toute pensée d'unité de front, la supposition décisive des actions de masses. Aussi, le 30 janvier au soir, le jour de l'avènement du gouvernement Hitler-Hugenberg, la tentative de préparer la grève générale mourut dans l'œuf. Pas une usine ne répondit à l'appel du parti.

Les cadres actifs des organisations militaires furent poussés au désespoir par tous ces événements. Ils se décomposèrent complètement. Ils perdirent confiance dans le parti, dans sa direction, et beaucoup aussi dans leurs idées.

Telle était la situation du parti quand Göring, le 28 février, mit le Reichstag en flammes et donna le signal du coup d'Etat. Le parti non préparé s'écroula dès les premiers coups. Durant quatre jours, du 28 février au 3 mars, le parti se tut ; il ne vit absolument pas la situation véritable. Pour autant qu'il se manifesta, il fit appel aux voix communistes pour le 5 mars. Le quatrième jour, le 4 mars, quand les restes de l'appareil se furent tirés de leur première stupeur, ils lancèrent leurs premières directives politiques. Ce fut le mot d'ordre d'action aux 4 et 5 mai, à la manifestation de la victoire du fascisme, le mot d'ordre de l'attaque par tous les moyens ! ! Personne ne le suivit ; aujourd'hui, la fraction stalinienne nie son échec lamentable et tente de couvrir sa banqueroute en affirmant que son but en mars était la retraite sans combat (résolution d'Heckert). Par cette légende — tout communiste allemand sait que le parti a essayé désespérément de lutter, mais que sa politique l'en avait rendu incapable — la fraction stalinienne encourage l'accusation absurde de « trahison du P.C.A. », qui est malheureusement reprise par la fraction Trotzky, et qui affirme que le P. C. A. fut obligé de trahir par Staline « parce que la bureaucratie stalinienne voulait éviter des troubles révolutionnaires à l'étranger ». (Résolution du plenum de juillet.)

La défaite épouvantable que le parti a subi en février-mars du fait de la fraction régnante, a ébranlé le parti de fond en comble. Une grande partie de ses membres passèrent au fascisme, une partie plus nombreuse se retira désespérément dans l'inaction. Le parti sembla tombé en ruines. Dans le même temps, la social-démocratie restait relativement intacte. La terreur fasciste l'épargna au début. L'illusion se répandit dans ses rangs que le fascisme n'en avait qu'au P. C. A. Les réformistes à la tête du P.S.A. se précipitèrent vers la traîtresse capitulation. Ils repoussèrent loin d'eux la supposition qu'ils aient jamais pu penser ou penseraient à un front commun avec les communistes. Wels sortit de la 2<sup>e</sup> internationale,

Hertz partit à l'étranger pour combattre « la propagande d'atrocités », Leipart demanda aux fascistes de prendre les syndicats libres, et enfin, le 17 mai, au Reichstag, Løbe prit ouvertement parti pour Hitler. Le fascisme accepta la capitulation avec des insultes sanglantes et envoya les capitulards dans ses camps de concentration et dans ses chambres de torture.

Le P.S.A. n'a pas été écrasé par la terreur, mais décomposé jusqu'en ses racines par la trahison de ses propres chefs. Ceux-ci sont poursuivis jusque dans leurs prisons par la haine des ouvriers. La tentative de Wels, Stampfer, etc. de diriger le parti de Prague, échoua complètement. Les ouvriers socialistes se détournant de ceux qui les ont corrompus, trahis, et qui, après la trahison, ont rejeté la responsabilité de la catastrophe sur « les conditions objectives ». Le P. S.A. ne réussit à créer ni un centre intérieur illégal, ni un centre à l'étranger reconnu. Ses organisations qui ne se sont pas écroulées travaillaient sous leur propre chef et responsabilité. Et, pour autant qu'ils travaillent, ils cherchent — au moins les plus sérieux d'entre eux — à se rapprocher des cadres illégaux du P.C.A.

Cette évolution du P.S.A. a arrêté le processus de désagrégation du P.C.A. Ce n'est pas que les ouvriers conscients considèrent le P.C.A. et le P.S.A. comme étant également responsables. Ils savent que la direction du P.C.A. était incapable d'organiser la résistance contre Hitler, mais ils savent aussi que la direction du P.S.A. était décidée à tolérer même Hitler si cela leur avait été permis.

C'est une légende de Trotzky que les ouvriers communistes, c'est-à-dire ceux qui sont restés fidèles à nos idées, et ils sont nombreux malgré tout — se détournent avec dégoût et mépris du P.C.A., et qu'en conséquence, celui-ci est définitivement perdu.

Nous le disons franchement : si les ouvriers du P.C.A. avaient été éduqués dans l'esprit du marxisme révolutionnaire et avaient lutté pour une politique différente de celle de la direction sans pouvoir empêcher sa politique corruptrice, la révolte se serait déclanchée dans le parti 10 fois plus fort encore qu'en 1923-24, après la première grande défaite. Et si la direction soutenue par Moscou n'avait pas cédé à cette attaque, la scission du parti serait devenu inévitable.

Une telle scission aurait été le début d'une scission internationale. Les idées de la Révolution d'octobre, représentées aujourd'hui par les groupes chétifs de l'aile gauche du P.C.A., seraient devenues celles de grosses masses du parti. Les forces révolutionnaires du parti russe qui luttent isolément depuis 1923 auraient reçu une impulsion nouvelle par cette révolution de l'I. C. La fraction stalinienne, qui a subi un affaiblissement décisif sur l'arène internationale du fait de la défaite allemande, aurait en face d'elle les forces imposantes du prolétariat international capables d'utiliser l'évolution à gauche des ouvriers socialistes en vue de leur propre lutte, et pour la renaissance de la 3<sup>e</sup> Internationale. La dernière heure de la fraction stalinienne serait proche. La scission ne serait que le prologue d'une nouvelle unité communiste sur la base des idées de la Révolution d'octobre.

Mais cette scission n'a pas eu lieu malgré la catastrophe de mars, et elle n'est pas près de se produire. Elle ne pouvait pas se faire, car les conditions fondamentales manquaient pour cela : une scission se produit ou bien quand le parti trahit, ou bien quand d'importantes masses du parti se rendent compte que la direction ne conduit jamais à la victoire et garde son pouvoir par tous les moyens.

On ne peut pas parler d'une trahison du P. C. A. D'autre part, les forces qui se seraient fait une idée claire sur le centrisme et sur la politique, et auraient été de ce fait prêtes à rompre avec lui, manquaient dans le P. C. La gauche, affaiblie par la scission de 1931 — Trotzky fonda ouvertement sa propre fraction en 1931 en Allemagne, sous la direction de Well, Sénine, etc. qui se divisa à la veille du moment décisif, et capitula en partie — était trop faible pour atteindre une partie suffisante du P. C. A.

Les conditions objectives pour une scission dans le P. C. A. étaient données au printemps 1933, mais non les conditions subjectives. C'est pourquoi, et non parce que nous avons le fétichisme du parti, ou parce que nous avons un point de vue sentimental « right or wrong, my country » (Déclaration de Trotzky, 1924 devant le P. C. R.), nous restons fraction de l'I. C., et nos camarades allemands restent fraction du P. C. A. Fraction indépendante, cela ne signifie par idéaliser le

parti de l'I. C., mais au contraire pratiquer le réalisme révolutionnaire. Nous ne confondons pas le parti avec la direction. Nous savons que la fraction stalinienne n'atteindra ni le but de la 3<sup>e</sup> Internationale, ni celui de Staline lui-même. Elle n'organiserait pas la révolution mondiale et elle n'édifierait pas le socialisme dans un seul pays. Le résultat de la politique n'est pas moins néfaste que celui du réformisme. C'est pourquoi nous combattons impitoyablement cette politique.

Mais ce fait seul ne suffit pas pour se séparer du parti. Il ne consiste pas seulement en une grosse fraction stalinienne et une petite fraction de gauche, mais sa base est composée de larges masses d'ouvriers révolutionnaires, d'un noyau prolétarien qui n'a pas été éduqué dans l'esprit du marxisme révolutionnaire et ne possède pas non plus l'expérience de la lutte politique. Complètement révolutionnaire au point subjectif, mais sans expérience politique, le noyau prolétarien du P. C. A. a été conduit à la catastrophe par la fraction régnante. Maintenant seulement, dans les terribles conditions de l'illégalité, après la défaite que la direction nie, le réveil des jeunes combattants du P. C. A. a commencé.

Propager maintenant le mot d'ordre d'un nouveau parti, alors que les cadres communistes commencent seulement à réveiller, à s'armer spirituellement et à essayer de reconstruire le parti battu, cela équivaut à livrer à la fraction stalinienne la meilleure partie du P. C. A.

Non seulement cela ! L'écroulement du P. S. A. pousse ses meilleurs éléments vers la gauche. Ils voient bien les terribles lacunes du P. C. A., mais ils comparent la route du P. S. A. qui a conduit à la ruine totale, avec celle de la Révolution d'Octobre qui, malgré Staline, a empêché une nouvelle ascension du capitalisme en Russie, et ils se décident pour la III<sup>e</sup> Internationale, bien que celle-ci se présente à eux sous la forme dégénérée de la domination stalinienne.

Le mot d'ordre d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale, cela ne signifie pas seulement livrer les ouvriers socialistes révolutionnaires éveillés d'Allemagne qui s'orientent vers la III<sup>e</sup> Internationale.

Cela signifie que les marxistes révolutionnaires s'enlèvent eux-mêmes la possibilité de former intellectuellement et politiquement les meilleurs éléments du prolétariat qui, malgré tout, se massent aujourd'hui autour de la III<sup>e</sup> Internationale.

On nous opposera: ne suffit-il pas d'avoir lutté une décennie pour la renaissance de l'I. C. sans avoir pu empêcher la catastrophe allemande ? Ce calcul ne vaut rien. Nous, gauche de 1923, qui avons une décennie de lutte pour l'I. C. derrière nous, nous sommes les derniers débris d'un grand mouvement oppositionnel du passé, dans le sein de l'I. C., de l'époque de 1923-28. La dernière demi-décennie de l'histoire du parti, la génération qui a rejoint l'I. C. dans cette période ne connaît nos luttes que de loin. La nouvelle génération communiste qui aujourd'hui en Allemagne, veut reconstruire avec indépendance et critique le parti battu, n'est pas lasse d'une longue opposition de plusieurs années, car elle ne l'a jamais connue. Elle ne croit pas le parti définitivement perdu, car elle n'a jamais essayé de le sauver par elle-même, sans et contre la direction. Or, un nouveau parti peut-il naître autrement que sur la voie d'une nouvelle évolution de la meilleure part de l'ancien parti, sur la voie de la scission ? Peut-on d'autre part fonder un nouveau parti communiste avec des éléments non communistes qui n'ont pas encore dépouillé le pelage réformiste ? Sur cette question qui est posée par la tentative de fusion de Trotzky avec le S. A. P., nous nous prononcerons prochainement.

W. Bertram.

## SOUSCRIPTION

### PREMIERE LISTE

Collinet .....	Fr. 100
C. A. (Rouen) .....	100
Rosmer .....	50
Serge Dorne .....	10
Simone Kaln .....	50
Rimbert .....	100
Albert .....	15
Marie-Louise .....	15
Jeanne .....	10
H. Barré .....	50
Marc .....	25
Sarah .....	25
M. Fourrier .....	50
G. Davoust .....	20
Deux membres du P. C. (C. P.)...	10
Vacher .....	10
Claude .....	25
Madrangé .....	50

Total .....Fr. 715

**Nous paraissions ce mois-ci sur huit pages, car, malgré l'aide effective de nos camarades en faveur de notre souscription, nous ne pouvons atteindre les 925 francs nécessaires pour sortir sur douze pages !**

**Nous faisons un appel pressant à tous les camarades pour qu'ils souscrivent, mais aussi qu'ils s'abonnent et fassent de nouveaux abonnés autour d'eux, pour que nous puissions paraître sur douze pages au mois d'octobre !**

**SOUSCRIVEZ !  
ABONNEZ-VOUS !**

## A propos de 4<sup>e</sup> Internationale

L'opposition de gauche internationale s'oriente nettement vers la constitution d'une 4<sup>e</sup> Internationale. Nous donnerons dans notre prochain numéro notre opinion à ce sujet. Disons cependant que l'opposition de gauche construit cette internationale comme il ne le faut pas.

La « Vérité » publie une déclaration de quatre organisations (O.G.I., P.S.R. de Hollande, P.S.I. de Hollande et S.A.P. d'Allemagne), en vue de cette constitution. Le même numéro de la « Vérité » nous apprend que d'autres organisations sont en pourparler pour y adhérer (Indépendant Labour Party d'Angleterre).

Lénine a écrit quelque part qu'en arithmétique le total d'une addition est toujours supérieur aux chiffres pris individuellement, mais en politique il n'en est pas de même.

La 4<sup>e</sup> Internationale se constitue par addition de plusieurs partis ayant diverses tendances ; le résultat de cette addition sera inférieur aux organisations prises individuellement. En effet, l'opposition de gauche internationale, qui est une organisation vraiment communiste, sera submergée par l'addition de ces partis socialistes indépendants et si numériquement cela constitue une augmentation, politiquement, c'est le contraire.

D'autre part, l'addition elle-même n'est pas régulière. Car, l'opposition de gauche est une organisation internationale qui a 20 sections ; et, cette organisation internationale fusionne à titre égal avec des partis qui ne sont que nationaux.

Parmi les signataires de la déclaration, il y a deux partis hollandais, et il faudrait pour le moins avant d'adhérer à une internationale individuellement que ces deux partis fusionnent entre eux.

Ainsi, cette 4<sup>e</sup> internationale se constitue d'une façon toute opportuniste et elle sera bien malade dès le début. Ou bien elle sera marxiste et elle devra chasser pas mal d'élément, ou bien elle dégènera avant d'avoir grandi.

# L'Autriche, foyer du Conflit Impérialiste d'Europe

Nous ne possédons pas encore d'informations exactes sur les tractations intervenues entre le fascisme italien et la dictature militaire autrichienne à la conférence de Riccione. Concrètement, il semble que Mussolini ait assuré à l'Autriche une zone libre à Trieste, la création d'une flotte commerciale, et l'appui de ses prétentions à élever son armée à un contingent de 30.000 hommes. La politique extérieure de l'Italie consiste donc à lier l'Autriche politiquement et économiquement. En même temps, l'Italie réclame le rapprochement politique et économique de l'Autriche et de la Hongrie. Contre la petite Entente, sous la direction de la France, doit se former le bloc austro-hongrois, sous l'hégémonie italienne.

Les tractations de Riccione représentent incontestablement un succès de l'impérialisme italien, qui utilise la rivalité de la France et de l'Allemagne autour de l'Autriche, pour s'introduire en troisième force. Mais ce qui est très douteux, c'est que ce succès soit de longue durée. Le fascisme allemand est à mille lieues d'abandonner sa lutte pour l'Autriche. Il continue son offensive en Autriche et sa pression sur elle. La rivalité avec l'Italie justement sur cette question le renforce dans ses méthodes de lutte contre l'Autriche. A l'origine, Hitler avait cru pouvoir simplement envahir l'Autriche et présenter l'Anschluss aux forces de Versailles comme un fait accompli. La résistance énergique de l'impérialisme français lui a montré le danger d'une telle politique. La tactique d'envahissement donnait lieu à la stratégie de mater l'Autriche. Le but d'Hitler est de conquérir l'Autriche au fascisme allemand. Il veut l'atteindre au moyen d'un soulèvement de ses adhérents, ou bien par un coup d'Etat analogue à celui du 28 février, au cas où sa tactique parviendrait à forcer la dictature militaire à une coalition du genre Hugenberg-Hitler. Le fascisme victorieux, pour éviter un conflit aussi bien avec la France qu'avec l'Italie, ne relierait pas formellement l'Autriche à l'Allemagne. Mais en fait, la victoire d'Hitler en Autriche représenterait l'aboutissement de la

politique qui a échoué avec Curtius en 1931 : l'union douanière austro-allemande, pour servir de pont à la pénétration de l'impérialisme allemand dans les Balkans. A cette époque, la France y a répondu, en retirant ses capitaux d'Autriche, ce qui entraîna l'écroulement du « Creditanstalt ». Le 13 juillet 1931, le capital financier allemand payait par l'effondrement de son propre système bancaire, son plan impérialiste d'union douanière austro-allemande.

Le puissant impérialisme français regardera-t-il froidement l'Italie et l'Autriche s'entendre sur le rattachement de celle-ci ? L'expérience de 1931 et le langage de la Petite Entente montrent clairement que l'impérialisme français se prépare à une lutte décisive. La question autrichienne souleve pour la France tout le problème du pouvoir en Europe Centrale. Une Autriche définitivement orientée vers l'Allemagne ou vers l'Italie représente une menace mortelle contre la Petite Entente. La France est bien décidée à ne pas supporter ce coup passif. L'Autriche devient ainsi l'axe de la lutte des impérialismes pour la domination de l'Europe Centrale. Tous les pouvoirs intéressés sont parfaitement conscients que la lutte pour l'Autriche peut mener incessamment à une nouvelle guerre impérialiste mondiale, et ils s'y préparent.

A l'échelle internationale, la lutte pour l'Autriche ne représente qu'un problème secondaire dans le processus d'aggravation des antagonismes impérialistes entre l'Angleterre et l'Amérique, plutôt, entre l'Entente anglo-française formée à Lausanne en 1932 et raffermissée à la conférence économique internationale de Londres d'une part, et l'impérialisme américain d'autre part. Or, c'était le cas en 1914. Le conflit austro-serbe était l'aboutissant de la lutte politique internationale entre l'Allemagne et l'Angleterre. Il semble dans le destin de l'Autriche de mettre en mouvement les avalanches dont le prolétariat a suffisamment connu en 1914-18 les terribles ravages.

## CHRONIQUE DE L'U. R. S. S.

### Autour de la récolte

La récolte du blé s'annonce bien en U.R.S.S. Il n'y a là, rien d'extraordinaire, d'autant plus que les conditions atmosphériques s'y sont merveilleusement prêtées. Et la bureaucratie stalinienne annonce, à grand tapage, que cette bonne récolte est la confirmation de la justesse de la ligne générale de Staline.

Au meeting de Japy, Cachin a trouvé, comme argument de consolation de la défaite allemande, cette bonne récolte.

Pourtant, une bonne récolte ne résoud en rien les difficultés économiques de l'U.R.S.S., au contraire. Depuis presque deux ans, la ville vit en état de guerre avec la campagne : dans les villes, c'est la disette des vivres et les rations ; à la campagne, c'est la disette des marchandises, les vols fréquents de blé appartenant à l'Etat et même la famine. Il y a à peine un an qu'est paru le décret signé Staline-Molotov sur la propriété collective, instituant des peines sévères contre les voleurs du bien d'Etat ou des Kolkoz. Ce décret, comme toutes les lois bourgeoises sur la sacro-sainte propriété, n'a, naturellement, changé en rien les choses. Les paysans ont con-

tinué à voler leur blé et dernièrement il fallut même introduire la peine de mort pour ces voleurs. La misère dans les villages est telle qu'avant même que la récolte fût mûre, elle était menacée par les soit-disants « coupeurs avec des ciseaux ». C'était des femmes de paysans qui pendant la nuit coupaient avec des ciseaux le blé dans les champs. Pour lutter contre eux, les dirigeants d'Etat ont mobilisé « la cavalerie légère » et les enfants pionniers, à qui ils ont confié la garde des champs, contre les coupeurs de blé.

Tel est l'état des campagnes après la collectivisation bureaucratique : économiquement, le village est appauvri jusqu'à la dernière limite ; socialement, l'ancienne différenciation entre le Koulak et le paysan pauvre est remplacée par la différence entre le Kolkoze riche et moins riche ; politiquement, c'est une aggravation de la dictature bureaucratique sur les paysans, à l'aide des « comités politiques » composés des bureaucrates des villes, choisis par l'appareil.

La nouvelle récolte dans l'état actuel du village peut devenir un facteur très dangereux pour le développement ultérieur. Si d'un côté, beaucoup de blé peut soulager le manque de vivres, il est aussi certain que se

renforceront, chez les paysans, les instincts de propriété.

L'état de guerre civile latente peut se transformer en guerre ouverte entre l'appareil et les Kolkoz, entre les villes et les campagnes, entre différentes régions et même Républiques. Dans une lutte pareille, c'est toute la dictature du prolétariat qui sera menacée. La politique stalinienne, comme ne cesse de l'affirmer l'opposition de gauche, mène l'U.R.S.S. à la défaite et un événement si heureux en soi, comme une bonne récolte, peut, sous la direction de Staline, devenir la source de nouveaux dangers.

FxX.

### L'épuration du P.-C. de l'U.R.S.S.

Une vaste opération d'épuration se poursuit actuellement dans le parti communiste en U.R.S.S. Selon Kaganovitch, chef de la Commission centrale d'épuration, plus de la moitié des membres actuels du parti, qui compte quelque chose comme 3 millions 200.000 membres, n'a jamais subi encore d'épuration. Ceci signifie que plus de la moitié des membres sont rentrés après l'année 1927, moment historique de la première grande épuration du parti, faite par Staline, pour se débarrasser des oppositionnels de gauche et des anciens cadres soupçonnés de sympathiser avec elle.

Staline, après avoir exclu et déporté des milliers des meilleurs bolcheviks, après avoir étouffé la vie politique dans le parti, en a largement ouvert les portes après, à tout le monde, et a effectivement noyé le parti dans la classe. C'est cette double procédure d'étouffement de la vie politique d'un côté et le grossissement démesuré d'un autre, qui a permis à l'appareil stalinien de s'émanciper peu à peu de tout contrôle du parti. Aujourd'hui, les millions de membres sont devenus un poids qui menace sérieusement l'appareil, surtout dans la situation économique difficile dans laquelle se trouve l'U.R.S.S. Malgré tout, par un curieux développement des choses, être membre du parti constitue encore aujourd'hui un privilège, dont les masses peuvent se souvenir. Pour se préserver de cela, la nouvelle épuration aura avant tout pour tâche de découvrir les restes d'oppositionnels ou de susceptibles de le devenir, et après, d'établir une nouvelle catégorie de « sympathisants », une espèce de « membres du 2<sup>e</sup> rang ».

Et voilà introduit dans le parti de Lénine le vieux principe de Machiavelli : « diviser pour régner ». Cela, c'est le but de la nouvelle opération stalinienne, nouvelle étape dans le chemin de la dégénérescence du parti et de la dictature du prolétariat.

## Le Congrès de Reims

Si ce ne fut pas un beau congrès, ce fut, en tout cas, un grand congrès. Excepté sur les questions revendicatives, où l'accord existe en fait (avec les réserves auxquelles la M.O.R. nous habitue depuis deux ans sur le traitement unique), l'opposition de tendances n'a cessé d'éclater sur toutes les questions essentielles. Ce fut une mise au point violente et totale des divergences, et, de la part de la M. F., un refus de rien voiler, d'amoinrir les débats devant la certitude qu'« il existe aujourd'hui entre l'action quotidienne des salariés et le but qu'ils poursuivent, un rapport plus étroit qu'à aucune autre époque » (Dommanget). La M. F. pose donc consciemment les questions sur le terrain politique. Avec son ordinaire démagogie ouvriériste, la M.O.R. ne manqua de le lui reprocher, tout en soulevant par ailleurs le maximum d'incidents, insinuations, attaques personnelles (dont Boutonnier a le secret, et qui tournent d'ailleurs à sa confusion), dans l'intention de retarder et de brusquer les débats sur les traitements, pour pouvoir ensuite accuser le congrès de n'avoir rien fait.

Si l'on considère le vote sur l'unité — le plus décisif pour l'avenir — la M. F. perd la majorité absolue : 194 voix pour le congrès de fusion sur 422 mandats et 171 contre. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que les mandats de la Ligue syndicaliste (19 pour ce vote) font souvent bloc avec celui de la M. F., et que, des 31 voix qui se sont portées sur la motion Rollo (rentrée en bloc dans la C. G. T.), 4 l'ont fait avec réserves. Même si le syndicat de masse du Morbihan (12 mandats) se disloquait, il n'entraînerait pas de ce fait le départ des autres syndicats qui l'ont soutenu, en particulier celui des représentants de la F.C.I.E. dont le cas est différent. Ce vote sur l'unité était la grande question syndicale de l'heure. La motion qui triompha (celle du Congrès de fusion avec garanties) est en un sens provisoire. Elle fut dictée d'abord par le souci de garder une position théorique juste, ensuite par la constatation qu'il faut maintenant, comme le disait Serret, « quelque chose de neuf, de non galvaudé », pour arracher les masses au désarroi, que c'est la solution la plus souhaitable, et la seule peut-être qui permette de recruter sur une grande échelle parmi les inorganisés.

Les conclusions pratiques à tirer de ce vote et de ses considérants c'est que, dès maintenant, pour triompher des manœuvres, de l'inertie ou du sectarisme des deux C. G. T., une campagne de propagande doit être entreprise dans le but de rassembler toutes les aspirations vers l'unité et de créer un courant irrésistible. Mais si le congrès de la C.G.T.U., qui doit se tenir en septembre (?) ne laisse aucun espoir, il faudra bien se prononcer, soit pour un « statu quo », synonyme de dégé-

nérescence accélérée, soit pour une solution permettant de sauver les restes.

Parlant des effectifs de la C. G. T. U. au sujet desquels le silence qui règne n'est que trop éloquent, Dommanget s'éleva contre toute la politique de la Centrale, du P. C. et de l'I. C. Il démontra l'inanité des tournants, dénonça la politique de plus en plus étouffante et de plus en plus funeste des dirigeants pour conclure en présentant une résolution en faveur de Victor Serge, Trotzky, Riazanov, Rakovsky, qui fut votée par la suite. Bouet, en présence de la délégation russe, exprima son angoisse de vieux militant devant la misère croissante et la suppression de tout contrôle ouvrier en U. R. S. S., et, tout en se défendant de conclure, il réclama des éclaircissements. Mis ainsi en demeure, par cette poignée de militants qui furent la première fédération à s'enthousiasmer pour la Révolution d'Octobre, et à la défendre, la délégation soviétique ne put opposer que les beautés du plan quinquennal et sa propre ignorance au sujet des chefs d'accusation qui pèsent sur Victor Serge.

Quant à la question allemande, elle n'avait été qu'évoquée. C'est la M.O.R. qui, cette fois, provoqua le débat en insistant pour que le congrès entende le « salut » (malgré l'heure tardive) de Maria Riese, députée au Reichstag. Les staliniens savent à l'occasion se souvenir de l'internationalisme quand il s'agit de l'exploiter pour de dégoûtantes manœuvres. Maria Riese se répandit en plaintes amères et en reproches outragés contre les critiques adressées au cours des débats à la politique de défaite de l'I. C. et du P. C. Simone Weil lut alors, en guise de réponse, un passage de « Gegenangriff » qui justifie la fermeture des frontières soviétiques aux émigrés allemands par le fait « que l'émigration n'est pas un bien en soi », que la meilleure réponse au fascisme est l'existence même de l'U. R. S. S. et qu'il convient à de bons révolutionnaires de se garder de toute « sentimentalité » sur cette question. Toute la M.O.R., rivalisant avec le « Gegenangriff » de cynisme borné, applaudit, le sourire aux lèvres, ces déclarations.

L'acte suivant se jouera au congrès confédéral. Mais on peut affirmer dès maintenant que les positions sont prises, que nul ne songe à abandonner la sienne, et que si, à la faveur (!) des menaces qui pèsent sur le personnel, l'accord réalisé sur les questions revendicatives ne se cimente pas à la rentrée dans le travail pratique et la lutte contre l'ennemi commun, si la M.O.R. continue ses attaques inadmissibles contre le bureau fédéral, alors, la fédération peut se préparer à vivre des jours difficiles.